- la liste des immeubles ou parties d'immeubles bâtis concernés ainsi que, pour chaque immeuble, la date de délivrance du permis de construire et les années de construction, modification réhabilitation, si elles sont connues ;
- le programme détaillé des travaux ;
- les plans à jours du ou des immeubles bâtis ou, à défaut, des croquis.

Le donneur d'ordre ne doit pas imposer dans sa commande la méthodologie de repérage. Il ne peut déterminer le nombre d'investigations approfondies, de sondages, de prélèvements et d'analyses devant être effectuées par l'opérateur de repérage.

Dans le cas où le programme de travaux est modifié après passation de la commande de la mission de repérage, le donneur d'ordre doit en informer l'opérateur de repérage missionné et adapter en conséquence sa mission.

Le donneur d'ordre peut désigner, pour l'organisation et le suivi de cette mission de repérage, un accompagnateur.

Celui-ci doit connaître les lieux et les procédures spécifiques s'y attachant et, le cas échéant, être titulaire des habilitations nécessaires pour pénétrer dans certains locaux techniques concernés par l'opération projetée ou, à défaut, pouvoir faire appel à des personnes dûment habilitées.

Le donneur d'ordre ou l'accompagnateur qu'il a désigné prend les dispositions nécessaires pour permettre à l'opérateur de repérage d'accéder et de circuler dans l'ensemble des locaux relevant du périmètre de la mission de repérage.

Le donneur d'ordre :

- fournit les moyens nécessaires pour accéder en sécurité à certains matériaux ou produits.
- en fonction des besoins exprimés par l'opérateur de repérage, procède aux démontages nécessitant des outillages et/ou des investigations approfondies spécifiques.
- informe les locataires ou copropriétaires et, d'une manière générale, tous les occupants et les exploitants de la mission de repérage devant être réalisée.

En fonction de l'objet de l'opération, et notamment en cas de démolition ou de réhabilitation, le donneur d'ordre ou l'accompagnateur qu'il a désigné prend les dispositions nécessaires pour que le repérage soit réalisé :

- Après enlèvement ou déplacement des mobiliers dans les parties de l'immeuble bâti concernées par l'opération projetée, afin que tous les composants relevant du programme de recherche de l'amiante puissent être rendus accessibles et pour prévenir la pollution de ces mobiliers par des fibres d'amiante.
- Après évacuation des parties de l'immeuble bâti concernées par l'opération projetée. Toutefois, les recherches qui ne génèrent pas d'émissions de fibres peuvent être engagées avant l'évacuation.

Quels sont les objectifs du repérage amiante avant travaux ?

Le diagnostic amiante avant travaux (repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis, défini à l'article R. 4412-97 du code du travail), consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux et interventions visés à l'article R. 4412-94 du code du travail et définis par le donneur d'ordre.

Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeuble bâti doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette obligation vise à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante.

Le diagnostic amiante avant travaux permet donc d'informer le propriétaire sur la présence ou l'absence d'amiante dans le bâtiment devant faire l'objet de travaux.

Cette information issue du diagnostic amiante avant travaux permet d'éviter tous risques d'exposition à des fibres d'amiante et ainsi :

Assurer la protection des travailleurs amenés à réaliser des travaux.

Protéger l'environnement et la population en évitant tout risque de pollution lors de la réalisation de travaux.

15.2 Diagnostic plomb avant travaux ou démolition

La réduction de l'utilisation de composés du plomb dans les peintures a été progressive :

A partir de 1948, la céruse est interdite à tous les professionnels de la peinture en bâtiment (à noter, cette interdiction ne concerne pas les particuliers, propriétaires ou locataires).

En 1988, le sulfate de plomb est interdit dans toute préparation pour les travaux de peinture, mais toujours pas pour les particuliers.

L'interdiction de mise sur le marché ne sera prise qu'en 1993 pour les préparations destinées aux travaux de peinture contenant de la céruse ou des sulfates de plomb.

Les pigments à base de chromates de plomb seront interdits en mai 2015.

Sur la base d'une étude du CSTB, **l'année 1994 peut être retenue comme date au-delà de laquelle la présence de plomb dans les peintures décoratives pour le bâtiment est très peu probable.** Après 1994, il peut subsister du plomb dans des peintures techniques, tels que des revêtements anticorrosion ou des peintures de marquages pour le sol ou les murs. Aujourd'hui encore, des composés du plomb peuvent être présents dans certaines peintures techniques. *En toute logique, le diagnostic plomb avant travaux sera donc à réaliser sur tous immeubles bâtis, ouvrages ou équipements dont la construction est antérieure à 1994. Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage, du donneur d'ordre ou du maître d'œuvre de commander cette mission avant d'engager des travaux.*

Quels sont les objectifs du diagnostic plomb avant travaux ?

Le plomb est classé CMR (cancérogène, mutagène reprotoxique). L'ingestion de particules ou écaillés de peinture ou l'inhalation de poussières de plomb peuvent provoquer le saturnisme (le saturnisme est la maladie correspondant à une intoxication aiguë ou chronique par le plomb).

Le diagnostic plomb doit être réalisé avant travaux ou avant démolition, l'objectif du repérage est de rechercher les revêtements, matériaux ou des produits de la construction contenant du plomb. L'altération de matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évaluée le plus en amont possible du début des travaux.

Le diagnostic plomb permet de prévenir le risque d'exposition au plomb pour le personnel des entreprises amené à intervenir à l'occasion de travaux.

A cet effet, l'entreprise devant réaliser les travaux devra adapter sa méthodologie afin de réduire au maximum l'émission de poussières en fonction des résultats du diagnostic plomb avant travaux.

De plus la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux ou avant démolition permet de gérer convenablement les déchets issus des travaux ou de la démolition et les orienter vers la bonne filière d'élimination ou de traitement :

ISDD = Installation de stockage de déchets dangereux

ISDND = Installation de stockage de déchets non dangereux

ISDI = Installation de stockage de déchets inertes

Où trouve-t-on du plomb ? L'ensemble des composants listés ci-dessous doivent être pris en compte dans le cadre du diagnostic plomb avant travaux lorsqu'ils sont présents et concernés par les travaux. Il ne s'agit donc pas de repérer seulement les revêtements ou les peintures comme